



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des
travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
2 février 2017

Pour tout CONTACT :
npapsacaen@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

UN RAVALEMENT DE FAÇADE ET ÇA REPART ?

Valls, défait aux primaires socialistes, est obligé de ravalier son arrogance. La veste électorale d'un ex Premier ministre qui a imposé tant de mauvais coups contre le monde du travail, à commencer par la loi El Khomri, est amplement méritée, et c'est probablement ce qu'ont voulu dire ceux qui se sont déplacés dimanche dernier pour le battre. Mais le PS, en choisissant Hamon comme candidat, va-t-il réussir à faire oublier que celui-ci a participé à ce gouvernement pendant deux ans ? Rien n'est moins sûr.

Du neuf avec du vieux

Hamon se présente, sans rire, comme le candidat du renouveau. Cela fait 30 ans qu'il fait sa carrière politique au PS. Il a tout accepté et défendu, y compris les 40 milliards d'euros annuels offerts sous différentes formes au patronat, sous prétexte de compétitivité. Hamon reproche à Hollande et Valls de ne pas avoir respecté leurs promesses électorales. Lui-même n'a pas tenu plus que les autres la promesse de 60 000 créations de postes dans l'Éducation nationale quand il était en charge de ce ministère. Croit-il qu'on va oublier tout cela avec un peu de poudre de perlimpinpin sur le « revenu universel » ?

Pour un revenu universel... pas minimum !

D'ailleurs, qu'y a-t-il derrière cette proposition défendue par Hamon ? Une idée qui consisterait à allouer à chacun une somme fixe, indépendamment de ses autres revenus ou de tout critère social. Cette idée est aussi défendue par certains à droite. Fillon a même commencé à l'appliquer à sa propre épouse, payée 5 000 euros à ne rien faire !

Reste que derrière cette proposition certains voient l'occasion d'en finir avec toutes les prestations sociales et de baisser les salaires.

Surtout, Hamon ne défend rien d'autre que la résignation face au chômage de masse. Les travailleurs n'ont pas besoin de l'aumône de l'État, mais de mettre un coup d'arrêt aux licenciements et aux suppressions de postes, de partager le travail entre tous. Ce qui signifierait se mobiliser pour l'imposer au patronat. Hamon se prépare-t-il à un tel rapport de force ? Certainement pas.

Le groupe Vivarte vient d'annoncer un plan de 2 000 licenciements. Que propose Hamon aux

licenciés ? Toucher le maigre « revenu universel » de 750 euros... à la fin de son mandat, s'il est élu ?

L'organisation sociale capitaliste est bel est bien absurde : d'un côté, ceux qui ont un emploi doivent travailler de plus en plus longtemps ; de l'autre, des millions d'entre nous sont privés d'emplois et vivent avec leurs allocations. Il faut baisser le temps de travail sans perte de salaire jusqu'à résorption totale du chômage.

Non à la résignation

Hamon n'est pas le seul à prêcher la résignation aux travailleurs. Le Pen nous veut résignés à voir le patronat faire sa loi et occupés à nous diviser entre nous. Fillon et Macron nous veulent résignés à voir les quelques limitations légales à l'exploitation disparaître. Mélenchon veut nous voir rester sagement à notre place d'électeurs, en nous contentant de l'envoyer croiser le fer nationaliste à Bruxelles. Une politique déjà testée en Grèce par son ami Tsipras : aujourd'hui, c'est ce dernier qui met en place les plans d'austérité.

Seule l'extrême gauche révolutionnaire, représentée par Nathalie Arthaud et Philippe Poutou, dit qu'il faut relever la tête. Ils défendent des mesures essentielles au monde du travail : interdiction des licenciements, partage du travail entre tous sans diminution de salaire, augmentation du Smic à 1 700 euros net et de tous les salaires d'au moins 300 euros.

C'est ce que Philippe Poutou, candidat du Nouveau parti anticapitaliste, ouvrier de l'automobile chez Ford, défend lors de la campagne. Il ne s'amuse pas au jeu des promesses électorales et dit clairement que tout cela ne peut être obtenu que par un mouvement d'ensemble du monde du travail.

Tous ensemble

Ces derniers mois, pas mal de départs en retraite ont amené notre effectif autour de 1 250 salariés. Même si d'autres départs en retraite se profilent, le compactage de l'usine risque de supprimer bien plus de postes qu'il ne s'en libère.

Si toutefois les rumeurs qui circulent à ce sujet sont vraies. La direction se garde bien de les démentir. La recette est connue : il faut faire peur pour donner envie de partir. Sauf qu'on ne voit pas bien où aller. Alors on a tout intérêt à bien rester accrochés ensemble. C'est le meilleur moyen de ne pas se faire balader.

Menaces de fermeture à PSA – La Garenne

Jeudi dernier les salariés de PSA La Garenne ont appris la fermeture de leur site. Le projet : les 2 100 salariés de La Garenne vont devoir migrer sur les sites de PSA Carrières et du Pôle Tertiaire de Poissy.

Vu le manque de place, on voit mal comment. Mais on sait pourquoi : compacter les effectifs et les coûts en supprimant ou en sous-traitant un maximum de postes. Une histoire qui se répète un peu partout, et qui nous pend au bout du nez à nous aussi à Caen.

Une chose est certaine et PSA nous y pousse : pour se faire de la place, il faudra se serrer les coudes et contre-attaquer.

« Sans impact » ?

Un fournisseur belge, Recticel, dont une usine tchèque prend feu et c'est coup sur coup PSA Sochaux puis PSA Rennes qui voient leurs chaînes s'arrêter, « juste à temps » et « zéro stock » oblige. En bout de ligne, certains secteurs de notre usine sont eux aussi mis à l'arrêt et des collègues priés de rester chez eux.

Ce sera « sans impact salarial », assure à l'AFP un porte-parole de PSA Sochaux. Vraiment ? On n'a pas souvenir que le chômage technique soit équivalent à une paye pleine. Quant aux H-, il faut bien les combler par des H+ et ce n'est pas sans impact sur notre vie privée. À moins qu'en tapant tous ensemble du poing sur la table, ce soient d'autres que nous qui encaissent « l'impact ». Après tout, ce n'est pas nous qui avons mis le feu à Recticel...

Un débrayage contre l'overtime

À PSA-Mulhouse, l'overtime est presque quotidien depuis le retour des congés. Mercredi 25 janvier, plusieurs salariés du Montage ont débrayé au moment de la fin de leur poste, à 20h32. Un petit coup de colère qui a permis qu'il n'y ait pas d'overtime dans la majeure partie du Montage les deux jours suivants...

Imagine ton propre salaire multiplié par 4 !

À PSA c'est possible ! En 2013, le PDG Varin

gagnait 3 570 € par jour (week-end et fériés compris), en 2014 Tavares touchait 7 530 € par jour, en 2015 c'est 14 370 €. En 3 ans le salaire du PDG a été multiplié par 4. Nous, les ouvriers, nous n'avons eu que 8 € d'augmentation générale mensuelle en 4 ans. Eux se gavent, nous on en bave. Mobilisons-nous pour imposer une vraie augmentation de salaires.

Discriminer les unes pour mieux nous exploiter tous

Selon la CGT, les indicateurs de la direction montrent qu'à PSA les femmes ont les plus bas salaires pour toutes les catégories sociales professionnelles, de l'ouvrier au cadre supérieur. Selon les chiffres de 2015, à PSA, quel que soit leur coefficient, les femmes gagnent en moyenne 139,95 € de moins que les hommes. On se demande pourquoi !

RSE : une machine à blanchir PSA ?

Au forum économique de Davos, PSA a obtenu de figurer parmi les 100 entreprises les plus performantes en matière sociale, environnementale et économique.

Plus bidon, tu meurs : les plus puissants capitalistes de la planète s'autocongratulent et se notent. Aux dernières nouvelles, ce serait grâce à sa démarche Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE) que PSA créerait de la valeur.

La confiance vaut de l'or, claironne PSA. Certainement. Mais pour le moment on n'en voit pas la couleur sur nos fiches de paie.

L'économie souterraine de PSA

Sous-traitante de Renault et PSA, l'usine GM&S de La Souterraine dans la Creuse risque la fermeture. Ses 283 salariés se mobilisent. Après avoir bloqué une autoroute, ils ont bloqué les sites PSA de Sept-Fons et Renault de Villeroy.

Comme pour bien des sous-traitants, ce sont les donneurs d'ordres PSA et Renault qui, par leurs commandes fluctuantes et en pesant sur le choix des repreneurs, font la pluie et le beau temps à GM&S.

Les salariés demandent des comptes à PSA, leur vrai exploitateur qui flexibilise là-bas comme ici. À nous de les soutenir.

Ford Blanquefort en lutte

Les 930 salariés de Ford à Blanquefort fabriquent des boîtes automatiques. Leur direction a promis des investissements... qui tardent à se réaliser.

Pas dupes sur les raisons de ce retard, les salariés se sont massivement mis en grève lundi 23 février. À 400, ils ont manifesté dans le centre de Bordeaux, tout proche. Histoire de montrer que si le patron veut fermer, ça lui coûtera plus cher que d'investir.